

Direction des Collectivités
Locales et du Cadre de Vie

Perpignan, le 7 octobre 2009

Bureau du Cadre de Vie
Section Protection de la nature
Dossier suivi par : Cathy SAFONT
Tél : 04.68.51.68.66
Fax : 04.68.35.56.84

ARRETE N° 2009 280- 02

Mettant en demeure la société ROUSSILLON AGREGATS de finaliser les travaux sécuritaires sur la carrière située au lieu-dit RIUTES sur la commune de Latour-de-Carol

LE PRÉFET DES PYRÉNÉES ORIENTALES

Chevalier de la légion d'honneur

VU le Code de l'environnement ;

VU la partie réglementaire du Code de l'Environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 227 du 24 janvier 2005 autorisant la société ROUSSILLON AGREGATS à exploiter une carrière de granites-grano-diorites, cornéennes et moraine sur le territoire de la commune de Latour de Carol, hameau de Riutes ;

VU l'arrêté complémentaire n°1535/07 du 14 mai 2007 fixant les travaux à réaliser pour finaliser le réaménagement des fronts nord-est de la carrière située sur la commune de Latour de Carol à proximité du hameau de Riutes ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées du 3 septembre 2009 concernant la visite d'inspection du 22 juin 2009 ;

CONSIDERANT qu'au cours d'une visite d'inspection réalisée le 22 juin 2009 il a été constaté que l'exploitant ne respecte pas les prescriptions de l'arrêté complémentaire du 14 mai 2007 susvisé ;

CONSIDERANT que lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de La société ROUSSILLON AGREGATS le 29 septembre 2009 ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant signalée par courrier du 30 septembre 2009 ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture;

ARRETE

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ARRETE

La société ROUSSILLON AGREGATS, dont le siège social est situé à SAINTE COLOMBE DE LA COMMANDERIE 66300 THUIR, est mise en demeure de finaliser la mise en sécurité et le réaménagement des fronts nord-est de la carrière à ciel ouvert de granites-grano-diorites, cornéennes et moraines sur le territoire de la commune de LATOUR DE CAROL, conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 14 mai 2007 susvisé et suivant les délais fixés ci-après :

- fin 2009 : finalisation terrassement des redans 1370 et 1355 et végétalisation redan 1370 ;
- juin 2010 : finalisation terrassement du redan 1340 et végétalisation du redan 1355 ;
- fin 2010 : finalisation terrassement du redan 1325 et végétalisation du redan 1340 ;
- juin 2011 : finalisation terrassement du redan 1310 et végétalisation du redan 1325 ;
- fin 2011 : végétalisation du redan 1310.

ARTICLE 2 – JUSTIFICATIFS DE CONFORMITE

La société ROUSSILLON AGREGATS doit fournir, tous les 6 mois – avant la fin du mois suivant la fin du semestre - un mémoire précisant l'état d'avancement des travaux et justifiant de la réalisation des plantations et de leur entretien conformément au protocole indiqué à l'article 3 de l'arrêté du 14 mai 2007 susvisé.

ARTICLE 3 – SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET PENALES

Dans le cas où les prescriptions définies par le présent arrêté ne seraient pas respectées et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être fait application à l'encontre de la société ROUSSILLON AGREGATS, des sanctions administratives prévues notamment à l'article L.514-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 4 – CONTENTIEUX

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de MONTPELLIER, conformément aux dispositions de l'article L.514.6 du Code de l'Environnement :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte lui a été notifié,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L 511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage des dits actes.

ARTICLE 5 - INFORMATIONS DES TIERS

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et notifié à la société ROUSSILLON AGREGATS.

Ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;
- Monsieur le Maire de la commune de Latour-de-Carol;
- Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la région Languedoc-Roussillon ;
- Madame la Directrice Régionale de l'Environnement
- Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales.

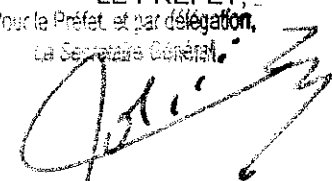
chargés, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

PERPIGNAN, le

- 7 OCT 2009

LE PREFET, -

Pour la Préfet, et par délégation,
Le Secrétaire Général


Jean-Marc NICOLAS